

d) Ne comportant pas les informations relatives à l'identification de l'équipement, à ses caractéristiques ou à l'opérateur économique mentionnées aux paragraphes 5 et 6 de l'article 8 et au paragraphe 3 de l'article 10 du même règlement, ou portant des informations fausses ou incomplètes ;

2° Une machine au sens de l'article R. 4311-4 :

a) Non accompagnée de la déclaration CE de conformité prévue à l'article **R. 4313-1**, ou accompagnée d'une déclaration incomplète ou non rédigée en français ;

b) Non accompagnée de la notice d'instructions prévue au point 1.7.4 de l'annexe I à l'article **R. 4312-1** ou accompagnée d'une notice d'instructions incomplète ou non rédigée en français ;

c) Ne respectant pas les obligations relatives au marquage CE prévues aux articles R. 4313-3 à **R. 4313-5** ;

3° Une quasi-machine au sens de l'article **R. 4311-6** non accompagnée de la déclaration d'incorporation prévue à l'article R. 4313-10, accompagnée d'une déclaration incomplète ou non rédigée en français, non accompagnée de la notice d'assemblage prévue à l'article **R. 4313-7** ou accompagnée d'une notice ne respectant pas les dispositions de l'article **R. 4313-9** ;

4° Un tracteur agricole ou forestier soumis à réception UE non accompagné du certificat de conformité prévu à l'article 33 du règlement (UE) n° 167/2013, ou accompagné d'un certificat incomplet ou non rédigé en français ;

5° Un tracteur agricole ou forestier ou une entité technique, un système ou un composant de tracteur agricole ou forestier soumis à réception UE ne respectant pas les obligations relatives au marquage prévu à l'article 34 du règlement (UE) n° 167/2013 ;

6° Un tracteur agricole ou forestier soumis à homologation nationale :

a) Non accompagné du certificat de conformité prévu à l'[article 12](#) du décret n° 2005-1236 modifié du 30 septembre 2005, ou accompagné d'un certificat incomplet ou non rédigé en français ;

b) Ne respectant pas les obligations relatives au marquage de conformité prévues à l'[article 13](#) du décret n° 2005-1236 du 30 septembre 2005 relatif aux règles, prescriptions et procédures applicables aux tracteurs agricoles ou forestiers et à leurs dispositifs ;

7° Un électrificateur de clôture :

a) Non accompagné de la déclaration de conformité prévue à l'[article 19 du décret n° 96-216](#) modifié du 14 mars 1996, ou accompagné d'une déclaration incomplète ou non rédigée en français ;

b) Ne respectant pas les obligations relatives au marquage de conformité prévues à l'[article 20 du décret n° 96-216](#) du 14 mars 1996.

II.-Est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe le fait pour un opérateur économique au sens du 13) de l'article 3 du règlement (UE) 2019/1020 d'exposer, lors de foires, d'expositions et de démonstrations ou d'événements similaires, un équipement de travail ou un équipement de protection individuelle ne satisfaisant pas aux dispositions de l'article **L. 4311-1** sans placer à proximité de cet équipement l'avertissement prévu à l'article L. 4311-4.

III.-La récidive des contraventions prévues au présent article est réprimée conformément aux articles [132-11](#) et [132-15](#) du code pénal.

R. 4746-2

Décret n°2022-624 du 22 avril 2022 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-Est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe le fait pour tout responsable de la vente, de la location, de la cession ou mise à disposition à quelque titre que ce soit d'un équipement d'occasion :

1° De ne pas respecter les dispositions de l'article **R. 4313-14** ;

2° De ne pas respecter les dispositions de l'article **R. 4313-16**.